



ANCHA[®]

AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

No 52

Avril 1980

2f-50¢

Pour élever et élargir le niveau de la lutte

Le peuple chilien a tiré d'importantes leçons des dures années passées sous l'oppression de la dictature militaire. Une des plus importantes est celle qu'il faut lutter sans relâche pour reconquérir les libertés arrachées par le fascisme.

Le chemin parcouru n'a pas été facile, au contraire, à tous les niveaux, les sacrifices ont été énormes. Mais cela n'a pas empêché le peuple d'avancer. Avancer dans ses luttes, faisant ainsi échec aux mesures prises par les militaires.

L'une des conséquences de ces luttes populaires et de la résistance, ce sont les centaines d'organisations qui ont été créées à tous les niveaux, que ce soit au niveau syndical, étudiant, dans les campagnes, pour la défense des droits humains, pour la rentrée au pays des exilés, etc. Ces organisations, qui élargissent leur action de jour en jour, n'ont pas été attaquées par le fascisme car l'immense majorité du peuple se tient derrière elles, prêt à lutter.

C'est d'ailleurs pour cela que les militaires fascistes maintiennent toujours toutes les mesures répressives qu'ils ont mises en place à la suite du coup d'Etat comme le couvre-feu, l'état d'urgence, la censure de la presse, les détentions illégales, l'exil, etc. Mais en même temps, ils sont conscients du fait qu'ils creusent leur propre tombe en maintenant cette ligne "dure". C'est pourquoi ils essaient par tous les moyens de freiner les luttes populaires. Le projet de la nouvelle constitution, le plan du travail, l'annonce de futures élections en font preuve.

Mais le peuple ne s'est pas laissé tromper par les chimères proposées par les fascistes et leurs patrons nord-américains. L'expérience des longues années de dictature fasciste montre au peuple que l'on n'aboutit à rien sans lutter et que c'est là la voie sur laquelle il faut persister.

Personne au Chili ne croit que les essais des politiciens de toujours pour obtenir des "change-

ments" de la dictature solutionnent les graves problèmes nationaux.

Personne ne croit non plus aux désaccords entre les impérialistes nord-américains et les fascistes. La campagne nord-américaine pour les "droits humains" s'est dévoilée pour ce qu'elle est en pratique: une farce. Le cas de l'extradition des assassins de Letelier en est une preuve éclatante. En effet, rien ne s'est passé et les mesures énoncées par le gouvernement nord-américain n'ont fait que faire sourire Pinochet et compagnie.

Pour les impérialistes, le gouvernement du Chili est un de leurs meilleurs alliés, c'est pour cela qu'ils doivent le garder et lui prêter toute leur assistance. Et comme Carter a mis sa politique des "droits humains" sur les tablettes, les fascistes chiliens sont tranquilles et plus confiants que jamais.

Mais il est important de rappeler que la politique nord-américaine n'a pas changé par caprice. L'impérialisme a subi de graves échecs dans cette dernière période. Le peuple d'Iran a renversé le tyran qui l'opprimait; le peuple du Nicaragua, après une lutte prolongée et sanglante a renversé Somoza, allié inconditionnel de l'impérialisme pendant des décennies. Maintenant, c'est le peuple du Salvador qui s'est levé les armes à la main et qui lutte pour conquérir le pouvoir. La lutte résolue des peuples: voilà ce qui a fait "changer" la politique impérialiste. Mais un autre événement important a aussi joué dans le décor: l'invasion soviétique de l'Aghanistan. Par ce geste d'agression l'U.R.S.S. a montré ses griffes une fois de plus et a réaffirmé sa politique impérialiste de toujours.

A cause de tout cela il est clair pour le peuple chilien que le seul chemin qui le mènera à la victoire est celui de la lutte acharnée contre les militaires et l'impérialisme nord-américain. L'élargissement et l'élévation du niveau des luttes populaires nous donneront les mêmes résultats que ceux obtenus par les peuples d'Iran et du Nicaragua.

4° P 8851

Leçons tirées de l'expérience chilienne, "la voie pacifique vers le socialisme"

Avant d'exprimer une opinion sur le sujet, je voudrais féliciter ANCHA pour l'opportunité donnée à tous ces camarades qui, d'une façon ou d'une autre, sentent qu'ils sont liés à la Patrie. Nous aimerions contribuer avec nos opinions au renforcement et à l'unité de tous ceux qui sont à l'intérieur et à l'extérieur du pays. En définitive, nous voulons éclairer davantage ce qu'a signifié l'expérience vécue pendant le gouvernement de l'Unité Populaire.

Durant de longues années de lutte, de répression et de trahison de la classe travailleuse, le peuple s'est trouvé dans une situation favorable après la défaite, par le vote, de la "droite économique"; mais ce triomphe, en pratique, n'a pas signifié que le peuple avait obtenu le pouvoir, comme disait clairement l'Unité Populaire. De fait, on avait gagné une élection présidentielle. Cependant, cette victoire ne signifiait pas que les grands capitalistes et réactionnaires de toute sorte, tant chiliens qu'étrangers, et l'impérialisme américain en particulier, étaient d'accord et rentraient tranquillement chez eux en attendant de voir les magnifiques résultats du processus de la "voie pacifique au pouvoir". La pratique nous a appris lentement les grandes difficultés et obstacles rencontrés pour obtenir le moindre bénéfice pour la classe travailleuse; en effet la grande bourgeoisie et les réactionnaires n'ont pas été du tout vaincus. C'est ici qu'il faut commencer à poser des questions car l'étranglement opéré par la "droite économique" est déjà apparent même lors du triomphe électoral. Il était clair que les lois et le patronat ne respectaient pas du tout les justes revendications du prolétariat, des paysans et du peuple en général. Il était manifeste que la grande bourgeoisie économique continuait à avoir le contrôle de la situation et influençait presque totalement toutes les instances de l'Etat, des communications, de la santé, de l'éducation, etc. Elle a même commencé à aiguïser ses

l'Unité Populaire a essayé de modifier ses pouvoirs étendus en adoptant des lois bourgeoises au parlement. Or, contrairement à ce que certains dirigeants de l'Unité Populaire pouvaient prétendre, ces lois avaient été créées par la bourgeoisie pour favoriser et défendre ses intérêts de classe et non ceux du prolétariat. Un exemple concret de cela a été l'apparition au niveau politique des forces fascistes de "Patrie et Liberté", soutenues par tous les grands capitalistes et réactionnaires du pays et de l'étranger, financées par la C.I.A. et entraînées par les forces armées qu'on a essayé de faire passer pour le peuple en uniforme. Dès ce moment, on a vu croître un grand mécontentement et une grande méfiance face à l'Unité Populaire et ce même au sein de certains secteurs dirigeants de l'Unité Populaire. Mais l'Unité Populaire continuait à prêcher la passivité et la confiance dans les forces armées. Il n'y a pas de doute que plusieurs secteurs révolutionnaires de l'Unité Populaire ont compris le caractère répressif et fasciste des forces armées; que celles-ci ne seraient jamais au côté du peuple sauf si celui-ci était armé et sur l'offensive. Cela a été le cas de la révolution chinoise, vietnamienne et dernièrement au Nicaragua où certains secteurs des forces armées sont passés du côté du peuple et de son armée.

Mais aujourd'hui, la situation est différente; l'avant-garde du prolétariat commence à prendre l'offensive; l'expérience vécue nous a appris à avoir confiance en nos propres forces, autrement dit en la capacité des masses à combattre et à entreprendre une véritable libération. On ne peut plus faire confiance aux lois, ni aux "voies pacifiques pour arriver au socialisme"; les 30,000 morts, l'énorme quantité de "disparus" et torturés, et en plus, la mort lente que Pinochet et sa bande ont imposée au peuple, nous ont mis en garde plus que jamais contre ces opportunistes qui continuent à prêcher la confiance dans les forces armées et à passer des alliances

avec les partis considérés comme les oppresseurs du peuple.

Le fascisme a montré et continue actuellement à montrer sa véritable nature réactionnaire. Il est insensé de continuer à prêcher des alliances et des compromis avec lui.

Ceux qui continuent à prêcher cela se démasquent eux-mêmes et dévoilent leur attitude réactionnaire et traître au peuple. Le peuple est le meilleur juge et il commence déjà à faire la différence entre les véritables révolutionnaires et les faux. Les faits sont là. Nous n'avons pas d'autre chemin que celui de la lutte. Les peuples et leurs combats sont le facteur déterminant pour changer une société, s'ils s'orientent avec une politique juste et vers un chemin correct pour atteindre les objectifs fixés. Aujourd'hui, le monde voit les réactionnaires s'unir mondialement pour faire face à la révolution qui progresse dans divers endroits de la planète. Cette décennie, comme les précédentes, sera décisive. Le prolétariat mondial et son avant-garde ont devant eux une tâche importante. La révolution nous offre un avenir radieux. Nous ne pouvons pas perdre de temps pour des intérêts mesquins et partisans. Appuyons-nous sur une plate-forme de lutte commune et nous verrons que toutes nos forces réunies sont capables de vaincre toutes sortes de réactionnaires. On a à l'heure actuelle une lutte à mener sur deux fronts: d'un côté contre les impérialistes et leurs laquais, et de l'autre contre les opportunistes qui sont de véritables pompiers du feu révolutionnaire prolétarien.

Camarades, réfléchissons à la situation actuelle de la Patrie; les conditions nous sont favorables, le fascisme est faible. Il n'est fort qu'en apparence parce qu'il détient les armes. Comprendre cette réalité est essentiel. Il ne faut pas perdre de temps. Unissons nos forces pour lutter contre l'impérialisme et ses laquais réactionnaires qui servent à sauvegarder ses richesses et à exploiter le peuple.

Pinochet a peur. Le sort du chah d'Iran, de Somoza et d'autres du genre, l'attend. Tous les réactionnaires tomberont au fur et à mesure que les peuples avanceront dans leurs luttes d'une façon juste et décidée. Notre peuple se caractérise

par sa combativité. Pourquoi alors ne pas avoir confiance dans nos propres forces? Il ne faut pas oublier que l'unité du peuple signifie une défaite pour la dictature et une avance pour la lutte du prolétariat. Camarades, avec le prolétariat et

son avant-garde, avançons-nous sur la voie révolutionnaire vers une Patrie socialiste!

Vive l'unité du peuple chilien!

Non à la vole pacifique pour arriver au socialisme!

Luttons avec détermination!

ACTUALITÉ

*

ACTUALITÉ

Grèves dans deux usines de bouteilles

Les dirigeants syndicaux à l'usine de bouteilles FESA ont précisé dans une déclaration publique que: "Nous avons été obligés de voter la grève à cause de l'attitude intransigeante de la compagnie lors des négociations collectives".

Les 300 travailleurs des 3 syndicats de cette usine réclament une augmentation salariale de 30%. La partie patronale offre, par contre, seulement 7,2%.

Dans la province de Valparaíso, les 130 travailleurs de l'usine nationale de bouteilles de "El Belloto" ont aussi voté la grève. Les déclarations faites par Ricardo Munoz, secrétaire du syndicat et membre de la commission de négociations, indiquent que les causes du conflit résident dans le fait que la compagnie n'offre que 7% d'augmentation salariale.

Détérioration de l'assistance médicale

Lors de la cérémonie de remise de diplômes à la faculté de médecine en 1979, le docteur José Francisco Caro Redondo a déclaré: "Aujourd'hui l'assistance médicale n'est plus un besoin, elle est devenue une entreprise à but lucratif. Nous envisageons avec inquiétude les changements dans l'organisation des services de santé qui prennent une orientation de plus en plus individualiste qui s'éloigne des besoins réels du pays". Le docteur Caro a aussi fait référence au chômage qui affecte les nouveaux diplômés tout en soulignant le fait que dans les zones rurales le peuple manque de médecins et de polycliniques. Il signalait que "cette année, 650 médecins sont reçus pour tout le pays mais seulement 400 seront embauchés. Il restera donc 250 nouveaux médecins qui iront grossir les rangs des chômeurs. Ils vont joindre les 350 médecins, diplômés des années précédentes, qui sont actuellement au chômage, amenant ainsi le nombre de médecins en chômage à 600. Cependant, la pénurie de personnel dans les services de médecine générale prend des caractéristiques dramatiques au Chili, particulièrement dans les provinces, à cause de la fermeture des hôpitaux et des polycliniques du Service National de la Santé."

Le docteur Caro a terminé son intervention sur une chaleureuse allusion à ses camarades qui ont été obligés de quitter le Chili à cause du coup militaire et aux professeurs qui ont dû quitter l'enseignement pour des raisons en dehors de leur volonté.

Baisse des salaires et perte du pouvoir d'achat dénoncées

Le Commando national pour la défense des droits syndicaux, présidé par Eduardo Rios, a fait une déclaration dans laquelle il souligne: "Une première estimation nous démontre qu'après trois mois des négociations avec la partie patronale, la plupart des ouvriers ont obtenu seulement 2% d'augmentation salariale."

Faisant référence aux statistiques officielles qui font apparaître comme par magie un plus grand pouvoir d'achat des travailleurs, le dirigeant y ajoute: "Nous savons très bien que les statistiques ne reflètent pas la réalité comme l'ont démontré les syndicats de commerçants. La vérité est qu'au lieu d'améliorer leurs salaires, les travailleurs ont perdu une partie importante de leur pouvoir d'achat. La perte sera encore plus importante à cause des hausses déchaînées depuis la fin de l'année dernière démontrées par le rajustement de fin d'année."

Découverte d'un gigantesque stock d'aliments pour enfants

Pendant presque 8 ans, 75,000 flacons d'aliments pour enfants sont restés enfermés dans un local. Ces aliments auraient dû être vendus à l'époque du gouvernement de l'Unité Populaire.

Le Service national de la Santé a découvert ce stock suite à des informations données par le propriétaire du local dans lequel on gardait les 2,500 boîtes contenant les aliments. Ce local avait été loué par le propriétaire du laboratoire Stickland, Mr. Laureano Donoso qui, selon les journaux chiliens, est un fugitif poursuivi pour divers délits économiques.

Tous les aliments trouvés étaient en état avancé de décomposition et ils ont dû être détruits par les autorités sanitaires.

Ceci n'est qu'un des multiples exemples qui montrent la nature criminelle des secteurs réactionnaires chiliens qui ont non seulement contribué au désapprovisionnement pendant les mois qui ont précédé le coup d'Etat mais ils ont en plus privé des milliers d'enfants d'aliments vitaux, augmentant ainsi la malnutrition et la mortalité infantile dans notre pays.

Dans ce cas comme dans tous les autres, ces criminels n'ont pas été dérangés par les autorités fascistes car ils ont facilité le coup d'Etat. Et si aujourd'hui le propriétaire du stock est en fuite, ce n'est pas à cause du délit mentionné ci-dessus mais bien parce qu'il n'a pas payé ses impôts!

Célébration combative de l'anniversaire de la Centrale unique des travailleurs du Chili

Le mardi 12 février, plus de 1,000 travailleurs se sont réunis au siège social du syndicat des textiles (SUMAR) afin de célébrer combativement le vingt-septième anniversaire de la fondation de la Centrale unique des travailleurs du Chili (CUT).

La fête a été organisée par le Comité pour la défense des droits humains et syndicaux, présidé par Clotario Blest qui est aussi un des fondateurs de la Centrale unique des travailleurs. Des représentants du FUT (Front Unique des travailleurs), de la Coordinatrice Nationale des travailleurs, de la Confédération d'employés particuliers du Chili y ont aussi participé.

Le discours central a été prononcé par Clotario Blest.

Il y a violemment attaqué et dénoncé la répression syndicale, les conditions de vie des travailleurs sous le gouvernement militaire et particulièrement, le "nouveau plan du travail" que la dictature essaie de mettre en place. Dans une déclaration à la presse, Clotario Blest a signalé: "Les travailleurs chiliens et les authentiques dirigeants syndicaux se sont réunis pour célébrer un nouvel anniversaire de la Centrale unique des travailleurs".

Pour célébrer cet événement, nous n'avons demandé la permission à personne. La Centrale unique des travailleurs est la seule représentante et elle est toujours en vigueur. Même si le gouvernement l'a dissoute, elle continue à avoir une vie légale. Elle fonctionne au Chili et à l'étranger, dans l'exil.

En plus de signaler l'esprit de lutte des travailleurs, Clotario Blest a ajouté: "La salle du syndicat était pleine à craquer, il y avait beaucoup de monde debout. Il y avait au moins 1000 travailleurs présents. Nous avons reçu les salutations solidaires des travailleurs de beaucoup d'autres pays."

La lutte au Salvador

Compte tenu de l'importance de la lutte du peuple du Salvador en ce moment, nous avons rencontré le Secrétaire Général du Collectif "Salvador Informations" à Paris, dont nous reproduisons ici textuellement les propos:

ANCHA: Camarade, pourrais-tu nous donner un tableau général sur la situation actuelle au Salvador?

Réponse: Je crois que ce qui s'y passe est capital pour les peuples latino-américains en lutte contre l'impérialisme. Il serait bon de se rappeler ce qui s'est passé le 15 octobre dernier, quand l'impérialisme a réalisé une manoeuvre de rechange face à une situation qui était devenue dramatique. Romero, le dictateur, avait amené le pays à une telle crise qu'il était urgent pour l'impérialisme de trouver une solution de rechange. Le pays était dans une triple crise: économique, politique et institutionnelle. Les capitaux étaient massivement sortis du pays, les entreprises fermaient leurs portes laissant des milliers de travailleurs dans la rue, le crédit de la dictature à l'extérieur s'était effondré et au sein de l'oligarchie et de l'armée il y avait de grandes tensions.

Il y a alors deux fractions dans l'oligarchie et 2 fractions dans l'armée. Dans l'oligarchie apparaît une fraction qui veut atténuer un peu la répression aussi cruelle que celle de Romero et réaliser quelques

réformes; tandis que dans l'armée apparaît une fraction de jeunes militaires qui se disent "constitutionnalistes", c'est-à-dire respectueux de la constitution. L'impérialisme contacte les partis traditionnels (la Démocratie Chrétienne, la social-démocratie et même le parti communiste), la fraction pro-industrielle de l'oligarchie et les jeunes militaires. Certaines conversations ont lieu et l'on monte l'opération du coup d'Etat. C'est ainsi que plusieurs jours avant beaucoup de gens savaient qu'il y aurait un coup d'Etat le 15. Nous, à l'extérieur, par exemple, nous avons pu l'apprendre en écoutant des radios de Londres qui annonçaient le coup pour le jour suivant. Mais le peuple était complètement à l'extérieur de tout ce petit jeu.

La Junte de 5 membres est constituée (2 militaires et 3 civils) et ils se présentent au peuple comme "révolutionnaires", avec une proclamation où ils laissent entrevoir leurs promesses de respecter les droits de l'homme et d'effectuer quelques réformes. Cependant, cela n'est que pure apparence et tout reste sur le papier. La Junte se contente de faire quelques changements à la tête de l'appareil répressif mais se garde bien de toucher aux chefs intermédiaires et à toute la base. Ceux qui répriment le peuple ne sont donc pas touchés.

Dès le 16 octobre, des cadavres jonchent à nouveau les bords des chemins, les portes des usines, etc... Pourquoi cette répression? Parce que tout de suite après le coup, des organisations populaires ont appelé le peuple à l'insurrection, car elles

n'ont pas cru un seul instant aux promesses de la Junte.

Il est intéressant d'observer que cette fois-ci il ne s'agit pas d'un coup d'Etat de plus. Le pays, pendant plus d'un demi-siècle, a souffert sous la dictature militaire la plus vieille du monde caractérisée par le fait que l'oligarchie, au lieu d'installer un dictateur comme Somoza au Nicaragua, change de marionnette. Quand un dictateur est trop sanguinaire, on fait un coup d'Etat et on en installe un autre, ou bien il finit sa période constitutionnelle. Cela s'explique par le fait qu'au Salvador l'oligarchie a su jouer en "respectant" la légalité. Il existe une Constitution très bien rédigée, un Parlement, une Cour suprême de justice, etc... En d'autres mots tout un appareil légal qu'elle utilise pour la façade. On y tient même des élections, généralement gagnées par l'opposition sans que celle-ci n'ait jamais pu arriver au gouvernement. Donc l'impérialisme réalise un coup d'Etat comme les précédents mais cette fois-ci il existe dans le pays une force populaire qui s'oppose à ces manoeuvres.

Cette force populaire est organisée, en particulier dans 3 organisations: le Bloc Populaire Révolutionnaire (BPR); le Front d'Action Populaire Unifié (FAPU) et les Ligues populaires du 28 février (LP 28). Ces organisations apparaissent sur la scène à partir des années '70. Bientôt elles obtiennent une grande force, précisément parce qu'elles viennent remplir un vide politique. En effet, les partis soi-disant d'opposition ne sont que des appareils bureaucratiques élec-

toralistes, qui ne se montrent au peuple qu'au moment des élections et qui ont toujours trahi les intérêts populaires. L'on comprend ainsi le succès des organisations populaires. Mais ce ne sont pas ces organisations populaires qui apparaissent en premier: ce sont des organisations militaires, utilisant comme forme de lutte la guérilla. Il est intéressant de le signaler, car s'il y a quelque chose qui doit retenir l'attention dans le processus au Salvador, c'est l'évolution rapide aussi bien des organisations militaires que des organisations politiques.

Les organisations, principalement militaires, sont nées en réponse à la fascisation de l'Etat. Elles commencent à donner des coups à l'oligarchie et aux forces répressives: on enlève quelques personnalités et on exige des rançons, quelques vendus sont exécutés et quelques banques attaquées.

Ce type de lutte, qui n'existait pas auparavant au Salvador, crée quelques fissures dans l'appareil d'Etat. Il est intéressant de noter que très rapidement les organisations militaires révolutionnaires se rendent compte que ce n'est pas par cette voie qu'elles vont changer les choses dans le pays, et qu'il est nécessaire, en même temps, de faire tout un travail politique qu'elles ne peuvent assumer à elles seules. Deux ans après apparaissent les premières tentatives d'un rassemblement de masses. Dans le pays il y avait quelques syndicats très forts, comme par exemple l'ANDES (Association des enseignants). Il y avait aussi des syndicats de paysans comme FECCAS (Fédération chrétienne de paysans) et aussi des syndicats étudiants. Ce sont ces syndicats qui vont constituer le BPR et le FAPU. En fait, ces deux organisations ne font rien de plus que donner une forme organisée aux mouvements de masse existant déjà dans le pays. Ces organisations, avec de nouvelles méthodes de travail, vont s'enraciner dans les masses et grandir très vite, remplissant ainsi le vide politique. C'est ainsi que le peuple va trouver la façon la plus efficace de défendre ses revendications. Déjà en 75-76, il y a deux types de lutte: l'une de masses, l'autre militaire (la guérilla).

Ce fait est important, car avec la guérilla on cherche au plus à déséquilibrer l'appareil répressif, on peut même vaincre une dictature mais on ne peut vaincre tout un système de

domination, on ne peut changer un système qui a produit toute la misère dans laquelle vit le pays. Les 3 organisations militaires principales sont les FPL (Fuerzas Populares de Liberacion — Farabundo Martí), les FARN (Forces Armées de la Résistance Nationale) et l'ERP (armée révolutionnaire du peuple). Il y a aussi les 3 organisations politiques de masse: le BPR, le FAPU et les LP-28. C'est surtout l'existence de ces dernières organisations qui empêche la manoeuvre du coup d'Etat et bientôt la Junte montre son vrai visage.

Au bout d'une ou deux semaines, la Junte a montré son vrai visage: une Junte de classe, où il n'y avait pas de représentants d'aucune de ces organisations, par exemple. La répression continue, le peuple réclame ses morts et il n'y a pas de réponse. Le peuple réclame le châtiement de ses bourreaux et il n'y a pas non plus de réponse. Au contraire on continue à massacrer ses fils: en 15 jours il y a eu plus de morts et de façon plus sanguinaire que pendant les derniers mois de la dictature de Romero. Très vite, donc, la Junte se trouve dans une situation très difficile, car elle avait fait quelques promesses, comme la réforme agraire. Elle se trouve confrontée à la fraction la plus fasciste de l'oligarchie et à la fraction dure de l'armée. Par ailleurs, elle ne peut réaliser les revendications populaires. La Junte se trouve donc prise entre deux feux. Cette situation ne va pas tarder à se détériorer totalement. A la fin décembre des ministres démissionnent, d'autres s'exilent. Les membres civils de la Junte démissionnent aussi. A ce moment-là la situation est très grave, on compte environ 400 morts et la situation économique est encore pire: il n'y a pas de travail et la revendication populaire est à son apogée.

L'impérialisme est donc forcé de rechercher une autre solution et il la trouve dans la Démocratie Chrétienne qui accepte de former la nouvelle Junte, c'est-à-dire l'actuelle, qui est composée par les mêmes deux militaires et trois membres civils démocrates chrétiens.

En trois mois, la situation au pays a changé radicalement parce que d'un côté la manoeuvre de la Junte a échoué et que d'un autre côté, l'esprit d'insurrection s'est énormément développé dans les masses. Beaucoup de gens qui hésitaient appuient maintenant les organisations de masse. Il y a des occupations de

terres, d'usines, de ministères, d'écoles, d'églises, etc... Et beaucoup de sympathisants de la démocratie chrétienne vont rejoindre les rangs des organisations populaires. L'on peut dire qu'actuellement, même si la démocratie chrétienne fait partie de la Junte, elle a changé de caractère. C'est la fraction de droite qui est au pouvoir mais beaucoup de gens de la DC sont dans l'opposition, au côté des diverses organisations populaires.

Aujourd'hui nous sommes dans un véritable cercle vicieux.

Une crise politique engendre et augmente la crise économique qui à son tour, aiguise la crise politique. Voilà la situation actuelle. Mais il est intéressant de voir quels sont les bonds quantitatifs et qualitatifs qui ont eu lieu dans le pays en seulement 3 mois.

Comme nous le disions auparavant, il y a au pays aussi bien des organisations de masses fortes qui se renforcent chaque jour, et des organisations politico-militaires. L'avant-garde de ces organisations s'est vite rendu compte qu'il était urgent que la Junte réponde de ses actions devant le peuple. Dans le passé, chacune des organisations avait posé la nécessité de l'unification mais, bien que de grands pas aient été faits en ce sens, l'unité ne s'était pas encore réalisée. Face au coup d'Etat, face à la Junte, le processus d'unification s'accélère et, au début de janvier 80, les organisations de masse et les organisations politico-militaires se réunissent au Salvador. Ce sont les organisations de masse qui vont constituer ce que l'on a appelé la Coordination révolutionnaire. Il faut ajouter que les organisations politico-militaires, bien qu'elles se soient rencontrées, ne forment pas ce type de coordination. Ce sont seulement les organisations de masse qui constituent la Coordination. Malgré l'existence de contacts étroits, bilatéraux, entre les organisations politico-militaires, il n'y a pas de coordination entre elles.

La nouvelle Coordination, composée du BPR, du FAPU, de la LP-28 et de l'UDN va matérialiser, d'une certaine façon, son désir de travail commun dans des actions ponctuelles, appelant à une manifestation le 22 janvier. Le 22 janvier est une date historique dans la vie récente du Salvador. Ce jour-là s'est réalisée, dans les rues de la capitale, une manifestation de masse sans précédent, avec près de 200,000 per-

sonnes. Il faut se rappeler que le Salvador est un petit pays de 5 millions d'habitants, on peut donc mesurer l'importance de la manifestation du 22. Il faut dire, en plus, que toutes les entrées et sorties de la capitale étaient contrôlées par l'armée, la police, et la garde et que beaucoup de personnes n'ont pu assister à la manifestation à cause de ce fait. La manifestation s'est terminée dans un bain de sang et la Junte a prétendu, à la fin de la journée, que le massacre était dû à des bandes qu'elle n'avait pas pu contrôler, des bandes fascistes para-militaires. Or cela est complètement faux.

Aujourd'hui la Junte, qui ne sait pas à quel saint se vouer, se retrouve dans une situation politico-économique complètement dégradée, sans aucun crédit dans le pays ou à l'étranger. L'impérialisme continue de façon entêtée à lui prêter son aide économique et militaire, en croyant toujours que la solution aux problèmes du pays réside dans la Junte Militaires/Démocrates chrétiens. Mais le peuple lui s'organise.

S'il est bien vrai que durant la dernière année de la dictature de Romero, le peuple a fait preuve d'une extraordinaire combativité, aujourd'hui cette combativité a encore plus grandi. Il n'est d'ailleurs pas exagéré de dire que sous la dictature de Romero le peuple était quelque peu indifférent, il acceptait en quelque sorte la répression. Mais aujourd'hui, il ne l'accepte plus. Partout à travers le pays, le peuple lutte aux côtés de ses organisations

Il y a des manifestations à presque tous les jours dans les différents coins du pays. Après les manifestations, c'est la répression avec huit ou dix morts. Le jour suivant, il y a une manifestation pour enterrer les morts, et ainsi de suite.

ANCHA: Quelles sont les perspectives de la lutte révolutionnaire du peuple du Salvador?

Réponse: Sur ce point, il faut être très prudent, il faut éviter tout triomphalisme, il ne s'agit pas de dire que l'unité des organisations est chose accomplie. Cela n'est pas encore mûr, c'est à peine un pas. Il y a la coordination mais pas encore de direction commune. Il n'y a surtout aucune coordination véritablement organique. D'un autre côté, la lutte militaire doit franchir encore beaucoup d'étapes. L'armée régulière est une armée très forte à affronter et pour l'affronter il faut

être fort. Il reste donc beaucoup à faire. Mais, ce qui est vrai, c'est que les organisations ont démontré, dans les dernières années, qu'elles étaient capables de s'autocritiquer et que, grâce à cela elles sont capables de faire des sauts qualitatifs formidables. Il ne faudrait donc pas se surprendre si cette année marque le développement d'une unité réelle des organisations politiques et la constitution d'un front du genre du Front Sandiniste qui pourra affronter l'armée.

Au Salvador, la lutte de classes continue. Cette lutte sera très dure car il ne faut pas oublier qu'au Salvador il n'y a pas une dictature du genre de celle de Somoza: la bête a plusieurs têtes. C'est d'ailleurs pourquoi, pendant 50 ans, il lui a été possible de tromper le peuple. Au Salvador, l'immense majorité du peuple se trouve confrontée à une classe fermée qui veut à tout prix le maintenir dans l'ignorance.

Le travail des organisations populaires consiste à unir le plus possible tous les secteurs pour isoler l'oligarchie et son parrain, l'impérialisme. Cela reste à faire. Déjà les organisations ont fait quelques tentatives pour attirer les classes moyennes, comme la petite bourgeoisie, en leur faisant voir qu'il est de leur intérêt de s'unir à la grande masse des ouvriers et des paysans; qu'il n'est pas de leur intérêt de croire que c'est du côté de l'oligarchie que se trouvent les solutions aux problèmes du pays.

Je crois bien humblement que les jours qui viennent seront des jours glorieux pour le peuple du Salvador. Il faut être optimiste: le peuple du Salvador est en train de prouver que les changements sont possibles, que, de toutes façons, il n'y a pas d'autres solutions que l'insurrection armée.

ANCHA: Que pouvez-vous nous dire de la solidarité internationale?

Réponse: La solidarité des peuples du monde avec la lutte du peuple du Salvador est absolument fondamentale. La solidarité de tous les peuples latino-américains est particulièrement importante. Nous sommes conscients que nous sommes un petit pays et nous savons pertinemment qui est notre ennemi, un ennemi brutal, fort. Un ennemi plein de moyens qui envisage calmement de nous massacrer s'il le faut. Mais il est possible d'empêcher l'impérialisme de se lancer dans une

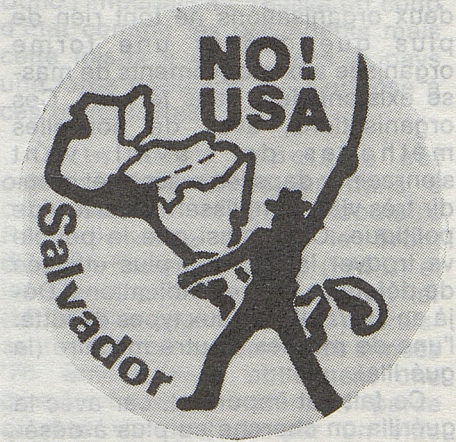
opération de ce type. La corrélation des forces ne joue pas seulement au niveau intérieur, elle joue aussi à l'extérieur. Il est possible d'éviter que l'impérialisme enfonce encore plus ses griffes dans le Salvador.

C'est ici que la solidarité internationale joue un rôle important. Il est possible de l'organiser de deux façons. Premièrement, en faisant connaître la juste lutte du peuple du Salvador, par tous les moyens, partout, dans les universités, les écoles, les lieux de travail, les organisations internationales et populaires. Deuxièmement, il est possible d'organiser la solidarité au niveau matériel.

Nous sommes convaincus que le moment est décisif. Cette année, que nous appelons l'année de l'unité, sera décisive dans le processus révolutionnaire du Salvador et le sera aussi pour les futures luttes en Amérique Latine. Le glorieux triomphe des camarades du Nicaragua, le processus de reconstruction nationale au Nicaragua, le processus révolutionnaire au Salvador, la juste lutte du peuple pour sa libération, les luttes qui déjà se développent au Guatemala et au Honduras, toutes ces luttes ont besoin de l'appui total, franc et entier de tous les Latino-Américains conscients et de tous les antifascistes et anti-impérialistes du monde entier.

Pour toute information ou message de solidarité avec les luttes du peuple du Salvador, écrire au:

Collectif El Salvador — Information
1 rue Montmartre
75001 Paris
France



EN COLOMBIE

Hausses, protestations et abstention électorale

L'année en Colombie a commencé par de nouvelles hausses dans les articles de première nécessité et dans un climat de protestation populaire. La tension sociale monte toujours à cause de la gravité de la situation économique et de la répression qui s'accroît contre les masses populaires.

Les nouvelles hausses des aliments, des transports, des impôts officiels, des loyers, des services de nettoyage public, du gaz, de l'électricité, de l'essence, ont entraîné une très grande cherté dans le coût de la vie ces dernières années. L'inflation en 1979 a atteint le 30%, et dans les seuls deux mois et demi de cette année, elle atteint le 35%. Le peuple ne veut plus endurer cette situation comme l'ont démontré les meetings, manifestations et grèves très combattives. Présentement, vingt mille travailleurs des dix principales entreprises de textile du pays, regroupées dans le monopole COLTEJER, ont entamé une grève devant le refus patronal d'accepter leurs demandes salariales et sociales. L'industrie du textile se trouve dans les mains du très puissant monopole d'ARDILA LULE, du département d'ANTIOQUIA.

Par ailleurs, la grève des employés du ministère des Finances continue depuis 6 mois avec une solide résistance de la part des salariés. Malgré l'ampleur du conflit, le gouvernement se montre toujours intransigeant face aux revendications exigées par les travailleurs. D'autre part, les hauts fourneaux de l'industrie de verre PELDAR sont paralysés depuis le 27 décembre passé, par une grève de ses 800 travailleurs.

Le gouvernement colombien a ordonné, le 7 février, la fermeture temporaire de l'Université Nationale de Bogota, après y avoir envoyé des détachements policiers et militaires.

Cette intervention brutale a eu lieu après que les étudiants aient manifesté publiquement leur mécontentement contre la nouvelle "réforme éducative". Les étudiants ont affronté les militaires lorsque ces derniers ont fait irruption dans la salle où se tenait une assemblée générale des étudiants contre cette loi.



Au cours des incidents, 20 étudiants ont été arrêtés et mis à la disposition des militaires, sous le "statut de sécurité" décrété en septembre '78.

Dans les milieux étudiants et professoraux la "réforme éducative" est considérée comme une violation des libertés et des victoires gagnées par le mouvement étudiant dans les dernières années.

Similairement, le 14 février, 17 étudiants de l'Université d'Antioquia ont été arrêtés par les forces répressives de la police, lors d'une manifestation pour l'amélioration de l'éducation et en solidarité avec des camarades qui occupaient une église de Medellin. Un communiqué envoyé par les étudiants et les professeurs de l'Université Nationale, dénonce "la disparition" de plusieurs étudiants détenus.

Ces disparitions coïncident avec une vague de perquisitions et d'emprisonnements massifs à Bogota par les services secrets de l'armée, sous le prétexte de rechercher une militante du Mouvement d'Autodéfense Ouvrière (ADO), Adelaida Abadia Rey, qui fut libérée par ses camarades quelques mois avant dans une embuscade tendue aux militaires qui la transféraient en plein centre de la ville. Les perquisitions se sont multipliées. Entre autres, le siège social de l'Association Nationale des professionnels, (ASONALPRO) où travaillent plusieurs avocats défenseurs de prisonniers politiques a été perquisitionné.

Par ailleurs, le 27 février, le MOUVEMENT 19 d'AVRIL (M-19) dans une action militaire très audacieuse a pris l'ambassade de la République Dominicaine à Bogota, où se trouvaient 50 personnes parmi lesquelles 14 ambassadeurs accrédités en Colombie.

Le M-19 qui a pris tous les diplomates en otages, a exigé la libération de 311 prisonniers politiques qui sont détenus dans des oubliettes du gouvernement, la publication dans tous les pays du monde d'un communiqué et une rançon de 50 millions de dollars.

Dans cette atmosphère politique, les élections de "Mitaca" ont eu lieu. Cette mascarade, dans laquelle on devait élire les conseillers municipaux et les députés départementaux pour une période de 4 ans, n'a éveillé aucun intérêt chez les Colombiens, un peuple qui se montre chaque jour plus sceptique devant les possibilités de trouver de véritables solutions à ses problèmes, par la voie électorale comme l'a démontré le haut pourcentage d'abstention (80%) considéré dans les pays à fort pourcentage d'abstentions comme l'un des plus hauts du monde.

Tous ces faits démontrent clairement la nature antidémocratique et antipopulaire du régime actuel en Colombie. En plus, la conjoncture actuelle nous indique une fois de plus que seule la lutte armée révolutionnaire mènera le peuple au pouvoir.

"COLOMBIE EN LUTTE" vient de paraître
Bulletin publié par les "Noyaux Colombiens des
Patriotes Révolutionnaires à l'étranger".
Pour toute collaboration ou abonnement écrire à:
B.P. 257, 75866 Paris, CEDEX 18, France.

Une tâche urgente et concrète

La production de la presse clandestine est une tâche de la Résistance chilienne qui prend de plus en plus d'importance pour la mobilisation de grands secteurs de notre peuple contre la dictature.

La propagande est décentralisée afin d'assurer la continuité et la flexibilité, qui permettent de l'adapter à toute nouvelle situation. C'est aussi en assurant ces deux facteurs qu'il est possible de maintenir la production et la diffusion de la presse clandestine malgré les efforts des forces réactionnaires pour la liquider.

Chaque comité de la Résistance doit donc assurer l'infrastructure matérielle nécessaire à la production de la presse clandestine. Or, cela n'est pas chose facile. Il

faut en effet beaucoup d'argent pour louer un local, acheter des machines à écrire et à photocopier, du papier, de l'encre, des stencils, etc. Il ne faut pas oublier qu'avec la misère extrême qui règne présentement au Chili, le peuple ne dispose pas de beaucoup d'argent.

Compte tenu qu'il faut développer la presse clandestine et soutenir concrètement la Résistance chilienne, nous appelons tous ceux à l'étranger qui appuient la lutte de la Résistance chilienne à appuyer financièrement sa presse clandestine.

Toutes les contributions doivent être envoyées par chèque ou mandat-poste au nom de M. Guerrien à: ANCHA, CP 59, Paris 75623, Cedex 13, France.

Camarades de ANCHA, je vous envoie ma contribution pour aider chaque comité de Résistance à disposer de son propre atelier de propagande dans la lutte contre la dictature.

Nom:

Adresse:

- 10 francs (\$2.50) pour l'achat de papier
- 20 francs (\$5.00) pour un tube d'encre
- 50 francs (\$12.50) pour l'achat de stencils
- 100 francs (\$25.00) pour l'achat de règles, et autre matériel de dessin
- 250 francs (\$62.50) pour l'achat d'une machine à photocopier de type "vietnamien"
- 500 francs (\$125.00) pour l'achat d'une machine à écrire
- 1000 francs (\$250.00) pour l'achat d'une machine à photocopier manuelle
- 1500 francs (\$425.00) pour un atelier équipé

ABONNEZ-VOUS À ANCHA

Pour toute correspondance, adressez-vous à:
ANCHA CP 59, Paris 75623 CEDEX 13, France

Pour vous abonner:

En Europe:

Envoyez vos chèques ou mandats-poste au nom de:

M. Guerrien a/s ANCHA, CP 59, Paris 75623 CEDEX 13, France

En Amérique du Nord, Amérique centrale et Amérique du Sud:

Envoyez vos chèques ou mandats-poste à

Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Québec,
Canada, H2K 3B1



Prix pour un abonnement de 12 numéros:

Europe: Pour 1 an: France = 30 francs (français),
autres pays = 50 francs (français)

Un abonnement de soutien est de 100 francs pour n'importe quel pays.

Amérique du Nord, centrale et du Sud: Pour 1 an: \$6.00 (canadiens)

Abonnement de soutien = \$25.00 (canadiens)

Nom:

Adresse:

Pays:

Langue: